

BRÉSIL 2013, LES INGRÉDIENTS D'UN RENOUVEAU DES MOUVEMENTS DE CONTESTATION COLLECTIVE ?

FANNY VRYDAGH *



Le printemps arabe, les indignés, *Occupy Wall Street*, le printemps érable, les événements de juin 2013, l'occupation du parc Gezi en Turquie¹ ... Autant de termes symboliques qui nous ramènent à des mobilisations collectives qui se sont déroulées dans les années qui suivirent la crise économique mondiale de 2008. Autant d'événements qui ont pu être observés depuis nos écrans numériques, entre réseaux sociaux et informations médiatiques. Leur spontanéité, leur ampleur et la rapidité avec laquelle ils l'ont atteinte peuvent probablement expliquer les noms emphatiques qui les désignent : le printemps (des peuples arabes), révolte, révolution, indignation, etc. Nous sommes nombreux à nous questionner sur le pourquoi et sur le comment de ces mouvements, sur le renouveau ou le maintien des répertoires d'actions² des mouvements sociaux et sur leurs limites. Différentes recherches considèrent ces mobilisations collectives comme symptomatiques du mode de régulation de notre monde globalisé (Benski & Langman, 2013 ; Burawoy, 2015 ; Tejerina,

* DOCTORANTE AU CEVIPOL (UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES)

¹ Je voudrais remercier Frédéric Louault, Krystal Wanneau, Cécile Piret, Robert Carrillo Saénz et Julien Chagnet pour les relectures, les échanges et les excellents conseils qui m'ont permis de réaliser cet article.

² Nous utiliserons à plusieurs reprises la notion de « répertoires d'actions ». Théorisée par Charles Tilly dans « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », in *Vingtième siècle*, volume 1, n° 4, 1984, elle désigne le type d'actions mises en place par un groupe à un moment donné, selon les moyens à sa disposition.

Perugorria, Benski, & Langman, 2013). Pour approfondir cette observation, ces recherches se basent sur l'analyse des caractéristiques communes à ces différents mouvements : l'utilisation des nouvelles technologies, l'absence de leader, l'occupation de l'espace public, la composition démographique de la foule et l'opposition fondamentale au système capitaliste. Dans cet article, à partir d'une revue de la brève et récente littérature des mouvements post-2010 qui forment la « nouvelle vague de mobilisation », nous proposons de confronter les principales caractéristiques identifiées à une étude approfondie des manifestations brésiliennes de juin 2013. Cette confrontation nous permettra de soulever certaines spécificités brésiliennes et de développer les réflexions sur cette « nouvelle vague » de protestation.

Juin 2013 au Brésil, retour sur les spécificités du mouvement

128

Après avoir abordé les causes urbaines à l'origine du déclenchement du mouvement, nous nous baserons sur la chronologie des événements pour en présenter le déroulement. En effet, l'information a commencé à apparaître sur nos écrans européens au moment où le mouvement était à son apogée en termes de nombre de participants et d'extension géographique. Les événements qui ont été relayés jusqu'à nous par les médias ou par les réseaux sociaux ne sont représentatifs que d'une seule des trois phases recensées par Singer (2013). Les vidéos des manifestants chassés par la police militaire, ou les photos des journalistes blessés par balle en caoutchouc ont commencées à circuler aux alentours de la mi-juin. Par la suite, le traitement médiatique des événements s'est centré sur les revendications : contre la corruption, contre les investissements faits dans les infrastructures pour les méga événements comme la Coupe du monde de football et les Jeux olympiques de 2016, contre le système politique en place, etc. À ce moment précis, les manifestations brésiliennes sont décrites et analysées par nos médias comme des manifestations « anti-coupe du monde », mais dans les faits, les origines du mouvement prennent racine plus profondément dans le contexte urbain brésilien.

Les manifestations se sont déclenchées dans la ville de São Paulo située au sud du Brésil³. Le point de départ de ces mobilisations

³Le moment exact de son commencement est discuté car à Porto Alegre, en mars 2013, la ville a connu les mêmes types de mobilisations suite à l'annonce de l'augmentation du prix des

peut être éclairé à la lumière du contexte urbain. De fait, la ville de São Paulo compte, avec ses périphéries, 18 millions d'habitants en 2012. Elle se caractérise, entre autres, par sa croissance urbaine exponentielle : en 1950, la ville comptait trois millions d'habitants. Ce développement fulgurant est lié à un boom démographique pendant la dictature militaire, mais également à un exode rural du nord-est vers le sud-est au cours de cette même période. Elle a connu, conséquemment, un développement urbanistique exponentiel et non planifié. De multiples habitations illégales ont été construites en périphérie et les populations pauvres, logées dans le centre, ont été rejetées vers ces mêmes zones. Ce mouvement migratoire a étendu la ville sur une superficie de 1 521 km² (IBGE, 2010). Aujourd'hui, les transports publics de la ville sont une excellente illustration des inégalités de richesses consacrées dans l'espace urbain : l'élite se déplace en hélicoptère pour éviter les embouteillages, la voiture reste une solution coûteuse pour les ménages moyens et les transports en commun, tout aussi chers et de très mauvaise qualité, sont partagés avec les populations défavorisées (Dabène & Louault, 2013). Qui plus est, le réseau de mobilité de la ville est complexe et éparé. La gestion des transports en commun brésiliens a été déléguée au secteur privé en 1994, au cours de la décennie des politiques néolibérales (1990-2000). La gestion est partagée entre une myriade de compagnies privées et la responsabilité publique, qui elle-même est divisée entre la municipalité et l'État de São Paulo. L'accord entre les deux réside dans une série de dispositifs fiscaux qui doit aider, dans la théorie, ces compagnies privées à maintenir des tarifs avantageux pour les étudiants et les personnes âgées (Mayaux, 2013). Comme l'illustre le film *Junho*, les véhicules en heures de pointe sont bondés à l'extrême. En chiffres, le métro de la ville a transporté en moyenne 1,304 milliards de passagers en 2014⁴. La voiture n'étant pas une alternative économique valable pour les familles à faible revenu, la majorité dépend de ces transports pour se déplacer quotidiennement. Outre le fait qu'un *paulistano* passe en moyenne trois heures par jour dans les transports en commun

transports en commun. Nous ne souhaitons pas ouvrir ici le débat de savoir où commence un mouvement au regard des répertoires d'actions utilisés. Les événements de juin se résument au mois de juin et le déclenchement de ces mobilisations se situe à São Paulo, lors de la manifestation du 6 juin. Voir Monclair, 2014.

⁴ <<http://opinio.estadao.com.br/noticias/geral,fazer-mais-pela-mobilidade-imp-,1628706,consulté le 13 juillet 2015>>.

(Monclaire, 2014), la part que prennent les déplacements dans le budget moyen d'une famille est de 14 %, soit autant que les coûts liés aux soins de santé⁵.

Le 6 juin 2013, un communiqué public annonce que le prix des transports publics à São Paulo et dans d'autres grandes villes brésiliennes va être augmenté de 0,20 *centavo*. Conséquemment, le prix pour les trajets en bus, métro, train citadin monte à 3,20 R\$. Ce n'est pas la première fois (ni la dernière) qu'une telle augmentation est annoncée. Le collectif étudiant Movimento Passe Livre (MPL)⁶ organise une première manifestation en réaction à cette annonce. Comme lors des précédentes annonces d'augmentation, des marches pacifiques sont organisées. Ce mode opératoire est coutumier du mouvement qui reproduit les répertoires d'actions appliqués à Salvador en 2003 lors de la « révolte du Buzú » et en 2004 à Florianopolis pour la « révolte de la *catracas* » (Monclaire, 2014). Les réseaux sociaux sont utilisés pour faire circuler les informations pratiques et le 6 juin, sur la grande avenue *Paulista*, une première marche a lieu pour protester contre cette augmentation.

Les trois premières manifestations (le 6, le 10 et le 11 juin), se déroulent suivant un registre « classique » pour des mobilisations brésiliennes. Nous entendons par là que les marches bloquent les rues et quelques altercations entre la police et les manifestants ont lieu. Les grands médias brésiliens font mauvaise presse à ces marches, décrivant le mouvement comme « rebelle » et « antisystème » et quelques actes de vandalisme confortent la version des médias⁷. Ces premiers événements peuvent être aisément replacés dans le contexte urbain que nous venons de présenter ci-dessus. Pour en revenir à notre chronologie des événements, alors qu'au fur et à mesure de ces différents rassemblements, le nombre de manifestants ne cesse d'augmenter, le gouverneur de l'État de São Paulo, Geraldo Alckmin (PSDB), réagit publiquement en annonçant un renforcement des mesures policières pour contrer le mouvement en cours. Le

⁵ Departamento Intersindical de Estatística e Estudos Socioeconômicos, 2015.

⁶ Créé en 2005, lors du forum social de Porto Alegre, autour de la thématique des transports en commun gratuits et par extension de la question du « droit à la ville », il se définit comme « un mouvement social autonome, apartisan, horizontal et indépendant » (notre traduction). <<http://www.mpl.org.br/>>, consulté le 14 juillet 2015.

⁷ Voir les archives de la *Folha de São Paulo*, entre autres, publications faites entre le 7 juin 2013 et le 14 juin 2013. Exemple : <<http://www1.folha.uol.com.br/cotidiano/2013/06/1293726-para-prefeita-em-exercicio-manifestacoes-violentas-impedem-dialogo.shtml>>, consulté le 29 juillet 2015.

13 juin, tandis que les manifestations se déroulent sans heurts, la police intervient violemment contre les manifestants. Sans faire de distinction entre les participants et les journalistes venus pour couvrir l'événement, de nombreuses arrestations arbitraires ont lieu et de nombreuses personnes sont réprimées violemment. Un grand nombre d'images violentes rapportant le déroulement des événements sont mises en circulation sur Internet. Les réactions entraînées par les images circulant via les réseaux sociaux se cristallisent autour de slogans et de *hashtags* comme « la révolte du vinaigre » ou encore « le géant s'est réveillé ». À partir de cette diffusion 2.0, la tournure des événements change : les journalistes blessés font désormais les gros titres et la ligne éditoriale adoptée par les médias s'inverse en faveur de la défense des manifestants.

La deuxième phase des manifestations est la plus spectaculaire et la plus diffusée par les médias internationaux. En conséquence de l'intervention musclée de la police militaire, le nombre de manifestants augmente et, entre le 17 et le 20 juin, les mobilisations vont changer de nature. Avec l'ouverture de la Coupe des confédérations de football, elles vont se diffuser à l'ensemble du territoire brésilien, leur composition sociodémographique va se modifier et la nature même des revendications va évoluer. De fait, le 19 juin, la municipalité et l'État de São Paulo annulent l'augmentation annoncée 13 jours plus tôt, d'autres municipalités, dont Rio de Janeiro, font de même. Cela n'empêche pas le rassemblement, le lendemain, de 1,5 million de manifestants répartis dans une centaine de villes (Singer, 2013). À ce moment, les mobilisations ne gravitent plus autour de la question de l'augmentation des tarifs des transports. Le mouvement a dépassé les acteurs et les motivations des premiers jours (*Junho*, 2014). São Paulo cesse d'être le foyer central du mouvement, des bâtiments publics sont pris d'assaut et des milliers de pancartes se dressent sous l'objectif des photographes et des téléphones portables. Comme pour les images de la place Tahrir au Caire ou des occupants de Wall Street, une foule immense se forme et occupe l'espace urbain. Plutôt qu'une banderole en tête de la marche, d'innombrables individualités brandissent leur pancarte où l'on peut lire la raison de leur mécontentement. Sur celles-ci apparaissent des slogans anticorruption, des réclamations contre les sommes versées dans les infrastructures prévues pour la Coupe du monde de football et les Jeux olympiques ou encore des « slogans » adressés directement à des élus politiques. Le climat protestataire de ces quelques jours est marqué « [par l'absence de]

leadership des partis politiques – tant de gauche que de droite –, des syndicats et des figures charismatiques de la politique, auxquels les manifestants ont énergiquement refusé toute participation » (Pires de Souza, 2013). L'autre caractéristique de ce climax réside dans la composition sociale et politique des manifestants. D'après l'analyse des sondages d'opinion disponibles, réalisée par Singer (2013), s'y retrouvent des jeunes issus du « nouveau prolétariat » brésilien mais aussi des personnes correspondant au profil de la classe moyenne traditionnelle. Certains groupes aux conceptions politiques extrêmes de gauche ou de droite sont également présents (Junho, 2014). Pendant cette phase des mobilisations, un changement essentiel s'est opéré. Comme nous aurons l'occasion de le développer dans la prochaine section, toutes les spécificités de juin 2013 se retrouvent dans cette deuxième phase.

132

Finale­ment, le 24 juin, la présidente Dilma Rousseff diffuse un communiqué officiel qui prévoit cinq pactes, incluant une « réforme politique », et appelle à un retour au calme. Celui-ci marque le commencement de la troisième et dernière phase du mouvement, qui constitue son essoufflement et son éparpillement. Les mobilisations se décentralisent, les appels à manifester se font de manière plus spécifique, pour des motifs plus localisés. Les périphéries continuent à se mobiliser dans leur quartier, mais les manifestations ne sont plus couvertes par les grands médias brésiliens et elles s'amenuisent jusqu'à rentrer dans l'ordinaire. Cette dernière phase marque la fin de la médiatisation des mobilisations de juin 2013. Comme pour les autres mobilisations reprises dans cet article, à partir du moment où les médias internationaux arrêtent de couvrir l'événement, l'accès à l'information se fait difficile car la mobilisation cesse d'être visible dans le quotidien médiatique. Sauf dans les cas où la mobilisation a continué d'exister en s'institutionnalisant à travers un parti politique (*Podemos* en Espagne ou *Syriza* en Grèce) ou dans le renversement du gouvernement en place, comme en Égypte et en Tunisie ; en l'occurrence, la couverture médiatique internationale se maintient. Le Brésil est une excellente illustration de ce facteur médiatique. En effet, la mobilisation s'est éparpillée et n'a jamais retrouvé l'ampleur de son climax. Mais pourtant, elle a continué à une moindre échelle, c'est pour cette raison qu'il est difficile de se prononcer sur une date précise pour clôturer juin 2013. La plupart des mouvements qui lui font suite se sont revendiqués de la même lignée. Ainsi, les marches de quartier dans les périphéries de la ville, la

grève des professeurs de l'enseignement primaire en juillet 2013, les *rolezinhos*⁸ de décembre 2013 et les grèves des travailleurs du métro de São Paulo en juin 2014 – pour ne citer que les principaux – n'ont jamais fait autant de bruit que les journées de juin. Et pourtant, les répertoires d'actions tels que l'utilisation des réseaux sociaux, l'occupation de l'espace, les pancartes individuelles, etc. restent présents. Bien que juin 2013 ait marqué les répertoires d'actions et qu'il soit possible de le présenter comme l'initiateur d'un nouveau cycle (Bringel & Pleyers, 2015), il s'est bel et bien terminé. Outre le fait que les diverses mobilisations qui lui ont fait suite n'ont jamais mobilisé autant de personnes à une telle échelle dans le pays, son « exceptionnalité » s'est confirmée quand, le 6 janvier 2015, la municipalité de São Paulo a augmenté les tarifs des transports publics de 0,50 *centavos* (soit 0,30 de plus qu'en juin 2013) et que, malgré diverses manifestations du MPL, aucune mobilisation de l'ampleur de juin n'a eu lieu.

Aller-retour, de la théorie de la « nouvelle vague » à la réalité brésilienne

133

Qu'y a-t-il de plus qu'une simultanéité entre juin 2013 et les mouvements post-2010 ? Nous poursuivons notre analyse des manifestations brésiliennes en les confrontant aux caractéristiques identifiées comme spécifiques de la « nouvelle vague de mobilisation ». De fait, nous allons approfondir les questions relatives à la manière dont l'espace est occupé (Tejerina et al., 2013), au caractère *leadernessless* de ces mouvements (Cohen & Santana, 2015), à l'utilisation des réseaux sociaux (Khosrokhavar, 2012 ; Sorj & Fausto, 2015), à la composition démographique de ces mouvements et, surtout, au modèle explicatif qui oppose ces nouveaux mouvements aux effets du système économique global. Nous nous questionnerons également sur le caractère « nouveau » de ces mobilisations, dans quelle mesure juin 2013 peut-il être considéré comme une illustration d'un processus inédit dans les mouvements sociaux mondiaux qui justifie la terminologie employée par la littérature ?

⁸ Les *rolezinhos* sont des « virées » organisées *via* les réseaux sociaux par de jeunes habitants des quartiers défavorisés de São Paulo. Le principe est de « traîner » dans les grands centres commerciaux situés dans les quartiers huppés de la ville.

Au regard de l'histoire des mobilisations brésiliennes, l'occupation et le blocage des rues n'est pas une « nouveauté ». Les *diretas já !* en 1984, et l'action des *caras-pintadas*⁹ pour la destitution du président Fernando de Collor Melo en 1992 ont également mobilisé une foule considérable dans l'espace public. Pareil pour les techniques opératoires du MPL qui ont été appliquées au début des manifestations : descendre dans la rue pacifiquement, cela a déjà été appliqué dans d'autres villes, lors de précédentes augmentations tarifaires (Monclaire, 2014). Par contre, l'assaut des bâtiments publics, comme les municipalités de São Paulo et de Rio de Janeiro, l'Itamaraty et le Congrès fédéral à Brasilia furent spectaculaires et inédites. Peut-on considérer que l'assaut de bâtiments publics soit une « occupation de l'espace public » telle que le décrivent Tejerina et ses collègues ? Selon les auteurs, cette occupation se démarque des anciennes formes d'actions car celles-ci prenaient place auparavant sur des lieux de travail ou dans des écoles. Les mouvements post-2010 prennent l'espace public d'assaut, contre les injonctions des forces de l'ordre, de manière à réaffirmer son caractère *public*. Mais surtout, c'est dans cet espace que les mouvements mettent en application des techniques de démocratie participative (2013 : 382). Dans leur écrit, les auteurs font référence aux campements d'occupation, action qui n'a pas été appliquée au Brésil. L'usage « ordinaire » des manifestations de rue par les Brésiliens (même lors des grèves de l'ABC¹⁰ des marches étaient organisées) pose la question de l'innovation dans les répertoires d'actions. De même que si le MPL fonctionne en appliquant des principes de démocratie directe, la foule en elle-même ne s'est jamais rassemblée et organisée sous de tels principes. Plutôt que se concentrer sur le répertoire d'actions posé, Burawoy propose d'observer la logique portée par l'action. Il observe une réappropriation spatiale du *public* comme d'un moyen pour la foule de marquer son pouvoir politique. Et à cet effet, les endroits sont avant tout symboliques : Puerta del Sol à Madrid, place Tahrir au Caire, parc Zucotti à New York, place Gezi en Turquie, etc. (Burawoy, 2014 : 16). Lors des événements de juin, la foule a innové dans ses moyens d'expression

134

⁹ Les « visages peints » fait référence aux traits verts et jaunes que les manifestants se peignaient sur le visage.

¹⁰ L'ABC désigne le bassin industriel au sud de São Paulo. Les grèves qui s'y sont déroulées dans les années 1980 sont à l'origine de la naissance du Parti des travailleurs (PT – le parti au pouvoir) et de la carrière politique de Lula.

et s'en est pris à des bâtiments publics, on retrouve dans ces actions toute la logique décrite par Burawoy.

Le terme *leadernessless* caractérise le mouvement qui ne possède pas de dirigeant. Nous retrouvons cette spécificité dans la naissance de la plupart des mouvements étudiés, qu'il s'agisse des mouvements qui se sont institutionnalisés par la suite (comme dans le cas des pays arabes et du sud de l'Europe) ou des mouvements comme *Occupy Wall street*, ou l'occupation de la place Gezi en Turquie, qui ont gardé cette caractéristique. Au Brésil, les manifestations de la première phase (6-13 juin, principalement à São Paulo) furent lancées par le MPL, néanmoins celui-ci ne peut être désigné comme *leader*, son rôle s'apparente plutôt à celui de « déclencheur ». De plus, toujours en adéquation avec la littérature, le collectif revendique le fait de n'avoir aucun représentant et de fonctionner de manière horizontale. À leur apogée (17-20 juin), les mobilisations possèdent, sans aucun doute, cette caractéristique de ne pas avoir de représentant défini, et plus encore, d'avoir rejeté toutes tentatives d'appropriation politique par des partis ou des institutions comme les syndicats. Cependant, des associations – dont le MPL – se sont rapprochées pour continuer à porter les revendications soulevées en juin¹¹. Actuellement, on peut voir de nouveaux acteurs sociaux se former sur la scène politique brésilienne : le collectif « Juntos ! »¹² lié au parti d'extrême gauche, PSOL, qui revendique la volonté de changement structurel porté par juin 2013, ou encore le « Grupo Brasil »¹³ lié au Parti des travailleurs (PT – le parti au pouvoir). Ces mouvements en formation se revendiquent eux-mêmes des mouvements post-2010¹⁴. De même que du côté conservateur, des associations sur les réseaux sociaux comme « Vem Pra Rua Brasil », « Movimento Brasil Livre » ou les « Revoltados online » mobilisent une rhétorique conservatrice inspirée de la deuxième phase de juin (notamment l'anticorruption) et se montrent très actifs dans le cadre des récentes manifestations de 2015. Sans pouvoir procéder à une comparaison avec les cas de mobilisations dont les collectifs se sont « institutionnalisés » – comme dans les

¹¹ « Brésil : Qui sont ceux qui crient "non à la Coupe du monde" ? », *Oximity*, 2014.

¹² <<http://juntos.org.br/quem-somos/>>, consulté le 6 août 2015.

¹³ Lima, Daniela. « Negociação avança e frente de esquerda é batizada de "Grupo Brasil" » - 27/06/2015 - Poder - Folha de S.Paulo », *Folha de São Paulo*, 27 juin 2015.

¹⁴ *Oximity*, 2014. *Ibid.*

printemps arabes ou avec les indignés – le phénomène témoigne que les répertoires d’actions et de revendication ont été marqué et continuent d’évoluer. Pour ce qui est de la mobilisation en elle-même, l’absence d’appropriation partisane ou syndicale des manifestations ne fait aucun doute et le seul représentant qui aurait eu légitimité, le MPL, rejette cette responsabilité, ce qui nous amène à conclure que juin possède bel et bien cette caractéristique d’être *ledearnessless*.

Un point central des mouvements post-2010 est l’utilisation des nouvelles technologies et notamment des réseaux sociaux, tel Facebook. Dans le cas du printemps arabe et de ses suites, cette utilisation a été décrite comme un potentiel renouveau démocratique. Leur utilisation faciliterait l’organisation des rassemblements sans passer par les institutions traditionnelles et permettrait la diffusion de l’information, directement entre individus, hors des canaux médiatiques traditionnels. Dans le cas du Brésil, certains auteurs invoquent ce pouvoir et ce renouveau démocratique porté par ces plateformes et les considèrent comme un espace virtuel délibératif qui prolonge les manifestations (Cohen & Santana, 2015 ; Sorj & Fausto, 2015). Cependant, l’auteur « cyberpessimite », Evgeny Morozov, analyse qu’au contraire, ces outils peuvent surtout être des moyens de contrôle et de répression pour les régimes autoritaires (Morozov, 2011). Et lorsque ce caractère démocratique des réseaux sociaux est soulevé, il est important de garder à l’esprit les mécanismes qui les articulent. Sur Facebook notamment, la logique qu’applique l’algorithme de recommandation crée un système de vase clos où l’information circule en fonction des affinités relationnelles. La part de démocratie et d’égalitarisme que l’on prête aux réseaux sociaux se doit d’être nuancée car la technique ne fonctionne pas sur le mode d’une diffusion globale, mais bien par réseaux. Ce qui a pour conséquence de maintenir une circulation de l’information en fonction des champs d’intérêt des individus. Cela dit, il est vrai que ce vase clos peut déborder dans certains cas et certaines informations peuvent devenir « virales » et se propager hors des réseaux qui les ont insérées sur Internet. Il est donc nécessaire de nuancer ce discours, les réseaux sociaux restent des outils qui facilitent la communication et l’organisation des mouvements. Ce qui fait l’exceptionnalité de juin 2013, ce n’est pas le nombre de *hashtags* ou de *like* mais bien le nombre de personnes présentes dans les rues. Comme le rappelle Sorj, la participation effective, la descente dans la rue, reste l’acte concret qui façonne la mobilisation (Bringuel, 2013 ; Sorj, 2014).

Qui plus est, l'utilisation des réseaux sociaux au Brésil est antérieure à Facebook. Orkut fut la référence pour la rencontre et le réseautage virtuel, tout comme pour l'action politique (Chaia, 2007), avant de se faire détrôner par le leader mondial. Les réseaux sociaux doivent être considérés comme des outils qui font référence à un répertoire d'actions qui est utilisé dès le départ par d'autres mouvements sociaux et politiques.

Le dernier point que nous allons traiter relève du modèle explicatif qui est théorisé pour encadrer ces mouvements post-2010. Plusieurs auteurs situent cette nouvelle vague directement en lien avec le contexte économique mondial. La crise économique de 2008 a secoué le monde directement ou non et illustre l'avancée globale du système capitaliste. Les réponses politiques adressées à cette crise ont été profondément défavorable à la question sociale. C'est ce contexte mondial qui est mobilisé pour expliquer l'émergence d'une nouvelle vague de mouvements sociaux (Burawoy, 2015). Cette lecture est parfaitement adaptable aux mouvements qui revendiquent explicitement leur opposition aux conséquences de la financiarisation globale. Comme *Occupy Wall Street* qui scandait le slogan « *We are the 99 %* », en référence à la répartition inégale des richesses étatsuniennes et à la logique économique mondiale qui la maintient. Ou encore le mouvement des indignés qui est né en réaction aux mesures d'austérité instaurées pour pallier les dettes publiques dans le sud de l'Europe. Par contre, il est légitime de questionner cette lecture des événements dans le cas brésilien. Pour l'économie brésilienne, la crise financière de 2008 n'a pas eu de conséquences aussi graves qu'en Europe¹⁵ (Fauré, 2015). Il est important de noter que la stratégie économique mise en place par le président Lula au cours de ses deux mandats (2002-2010), appelée le « lulisme » par Singer (2012), combine une politique économique en deux temps, favorable à la logique néolibérale dominante, mais pas seulement. En effet, les populations les plus défavorisées ont pu bénéficier de diverses politiques en leur faveur : augmentation du salaire minimum, programme de transferts conditionnels, création d'emplois formels et ouverture des crédits à la consommation. Ces mesures ont augmenté le niveau de vie d'une partie de la population de manière significative, entraînant une stimulation du

¹⁵Lula fut très fier d'annoncer publiquement que cette crise n'était qu'une « petite vague » (*marolinha*) pour le Brésil.

marché économique interne (Singer, 2012). Une sorte de cocktail de mesures sociales ajustées à la logique capitaliste mondiale. Par exemple, le programme emblématique des mesures sociales, la *bolsa familia*, est inspiré du concept des *capabilities* d'Amartya Sen et propose de combattre la pauvreté sur deux temps. De petites sommes d'argent sont versées directement de l'État à la mère « cheffe de famille », si celle-ci prouve que ses enfants vont à l'école et sont suivis médicalement. À court terme, la consommation est stimulée et à long terme, les indigents seront en meilleure santé et mieux formés, ce qui devrait amener à « casser le cycle de la pauvreté » (Lindert & all, 2007). Nous avons donc une prise en charge sociale qui ne fâche pas les opposants à l'intervention étatique, stimule l'économie via l'augmentation de la consommation et ne coûte que 0,5 % du PIB (Mayaux, 2013). Cette position économique peut difficilement être associée aux mesures européennes ou au fonctionnement des États rentiers arabes. Peut-on considérer que les Brésiliens sont descendus dans la rue pour protester contre l'ordre capitaliste mondial ? Les revendications dans leur ensemble, qu'il s'agisse de la première vague contre le prix des transports ou de la deuxième contre l'inefficacité du service public, peuvent être regroupées et généralisées à une demande de « plus de gouvernance publique ». Et les demandes sous-entendues derrière les slogans tels que « des hôpitaux plus efficaces, plus d'argent dans l'éducation, des transports en commun pour tous, moins de corruption... » sont celles d'un État qui gouverne plus, de manière efficace, pour le bien public. Ce n'est pas le système capitaliste qui est interpellé sur les pancartes, ni les inégalités qu'il produit. Car, après tout, au Brésil, la question des inégalités existe depuis bien plus longtemps que la situation économique capitaliste actuelle. On retrouve bien un rappel à l'ordre de la fonction *publique* de l'État. Au regard de la réalité brésilienne caractérisée par une répartition inégale des richesses, ce message fait écho aux mots de Burawoy : « Là où les rudiments de la déposssession de la démocratie politique sont intensifiés par l'écart entre apparence et réalité : démocratique par la forme et capitaliste par le contenu » (Burawoy, 2015 : 16, notre traduction).

138

La nouveauté à l'épreuve des spécificités

Pour conclure cette analyse, nous ferons le point sur ce que nous apporte cette confrontation entre faits et théorie. Les mobilisations de juin 2013 représentent un événement exceptionnel dans le

paysage historico-politique brésilien et ce qui les rend spécifiques est concentré dans la deuxième phase des manifestations. Au-delà des répertoires d'actions, ce qui lui confère cette exceptionnalité, c'est avant tout l'ampleur et la rapidité de sa diffusion spatiale et temporelle à son climax. Sur ce point, le rôle joué par le traitement médiatique international n'est pas à négliger, la diffusion de l'événement a pris beaucoup d'ampleur à cause de son opposition à la Coupe du monde, phénomène mondial par excellence, et par sa concomitance avec l'occupation de la place Gezi en Turquie. Il serait intéressant d'intégrer ce facteur aux analyses des différents mouvements post-2010, d'autant plus que celui-ci est, à notre connaissance, peu présent dans l'étude de ces mêmes mouvements. Mais ce qui caractérise juin et qui prend tout son sens dans le contexte brésilien, c'est également la diversité des profils des manifestants. Le fait d'y avoir observé une jeune population diplômée, qui ne présente pas les caractéristiques sociodémographique de la classe moyenne traditionnelle, tout comme le fait que des groupes aux idéologies politiques différentes, de l'extrême gauche à l'extrême droite, ont coexisté dans un espace public de protestation. Enfin, c'est l'absence de lignes revendicatives claires, au contraire des différentes manifestations qui ont lieu depuis mars 2015, qui elles, sont encadrées par les collectifs conservateurs et se rassemblent autour de la revendication définie de la destitution de la présidente Dilma Rousseff (PT). De ce fait, peut-on considérer cet événement comme représentatif d'une nouvelle forme de contestation à l'échelle mondiale? Il y a d'évidentes similitudes entre les caractéristiques des mouvements post-2010 et juin 2013. Néanmoins, nous ne pouvons conclure à une correspondance totale si nous gardons à l'esprit les singularités propres au contexte national. Par exemple, la question de l'innovation dans les répertoires d'actions qui se nuance au regard de l'histoire brésilienne. Au-delà des subtilités d'échelle d'analyse, si la cause fondamentale de la mobilisation se trouve dans l'opposition à l'accroissement des inégalités de richesse, phénomène observable à échelle mondiale, nous retrouvons des contestations orientées par des questions matérielles, ce qui n'est pas une nouveauté dans le champ d'étude. Et à ce titre, la lecture postmatérialiste des « nouveaux mouvements sociaux » tourainiens semble garder le monopole de l'innovation en matière de mouvements sociaux (Fauré, 2015).

Bibliographie

- Benski T. & Langman L. (2013), « The effects of affects : The place of emotions in the mobilizations of 2011 », *Current Sociology*, 61(4), p. 525-540.
- Braga R. (2013), « As jornadas de junho no Brasil: Crônica de um mês inesquecível », in *Observatorio Social de America Latina*, vol. 14.
- Bringel B. & Pleyers G. (2015), « Les mobilisations de 2013 au Brésil : vers une reconfiguration de la contestation », *Brésil(s), Sciences humaines et sociales*, (7), p. 7-18.
- Bringuel B. (2013, juillet 25), « Le Brésil et la géopolitique de l'indignation », <La vie des idées.fr>.
- Burawoy M. (2015), « Facing an Unequal World », *Current Sociology*, 63(1), p. 5-34.
- Chaia V. (2007), « Internet e eleições : as comunidades políticas no orkut nas eleições de 2006 », *Logos*, 14(2), p. 127-140.
- Cohen Y. & Santana M. (2015), « Du Brésil au monde et retour : mouvements sociaux localisés et en résonance », *Brésil(s), Sciences humaines et sociales*, (7), p. 103-122.
- Dabène O. & Louault F. (2013), *Atlas du Brésil. Promesses et défis d'une puissance émergente*, Paris, Éditions Autrement.
- Fauré Y.-A. (2015), « Bonheur privé, carences publiques. Retour sur la fronde sociale de mars-juin 2013 au Brésil », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 93(3), p. 55-74.
- Khosrokhavar F. (2012), *The New Arab Revolutions that shook the World*, Paradigm Publishers.
- Losekann C. (2014), Os protestos de 2013 na cidade de Vitória/ES : #Resistir, Resistir Até o Pedágio Cair!, in *Colóquio 1 : O Brasil nas ruas : movimentos, demandas e conflitos 1a. Sessão : As manifestações de Junho de 2013 e o horizonte dos movimentos sociais no Brasil*.
- Mayaux P.-L. (2013, septembre), « L'épuisement du lulisme, ou la fin d'un triangle politique : retour sur les manifestations brésiliennes de juin 2013 », OPALC.
- Monclair S. (2014). « Brésil. Des mobilisations en trompe-l'œil : retour sur les manifestations de juin 2013 », in *Amérique latine*.
- Morozov E. (2011), *The Net Delusion : The Dark Side of Internet Freedom*, Public Affairs.
- Movimento Passe Livre de São Paulo (2013), « Ça n'a pas commencé à Salvador, ça ne va pas finir à São Paulo », in Paulo Arrantes & All (éd.), *Villes rebelles de New York à São Paulo. Comment la rue affronte le nouvel ordre capitaliste mondial*, Édition du Sextant.
- Perruso M. A. & Narvaes V. B. (2015), « Les journées de (puis) juin 2013 », *Brésil(s). Sciences humaines et sociales*, (7), p. 19-38.
- Pires de Souza F. J. (2013), « Brésil. Une interprétation des récentes manifestations de rue », *Chronique internationale de l'IRES*, (142).
- Pleyers G. (2010), *Alter-globalization : Becoming Actors in the Global Age*, Cambridge : Polity Press.

BRÉSIL 2013, UN RENOUVEAU DES MOUVEMENTS DE CONTESTATION

- Singer A. (2012), *Os Sentidos do Lulismo, Reforma gradual e pacto conservador*, Companhia das letras.
- Singer A. (2013), « Brasil, junho de 2013, classes e ideologias cruzadas », *Novos Estudos - CEBRAP*, (97), p. 23-40.
- Sorj B. (2014), « La politique brésilienne dans une nouvelle ère ? », *Socio. La nouvelle revue des sciences sociales*, (3), p. 367-374.
- Sorj B., & Fausto, S. (Éd.). (2015), *Internet e Mobilizações Sociais: Transformações do Espaço Público e da Sociedade Civil, A Plataforma Democrática*, Fundação IFHC & centro edelstein, São Paulo.
- Tejerina B., Perugorria I., Benski T. & Langman L. (2013), « From indignation to occupation: A new wave of global mobilization », *Current Sociology*.
- Wainer J. (2014), *Junho - o mês que abalou o Brasil* [Film], Agência Folha de notícias.

Résumé:

Depuis 2010, plusieurs mobilisations de grande ampleur se sont produites à travers le monde. Plusieurs analyses tentent d'en repérer les caractéristiques et les décrivent comme symptomatiques de notre monde globalisé. Dans cet article, à partir d'une revue de la brève et récente littérature des mouvements post-2010 qui forment la « nouvelle vague de mobilisation », nous proposons de confronter les principales caractéristiques identifiées à une étude approfondie des manifestations brésiliennes de juin 2013. De l'origine des mobilisations à leur essoufflement, les spécificités brésiliennes sont confrontées aux caractéristiques considérées comme typiques des mouvements post-2010 dont les principaux sont : l'utilisation des nouvelles technologies, l'absence de *leader*, l'occupation de l'espace public, etc. Cette confrontation nous permettra d'approfondir le cas brésilien et de développer les réflexions sur cette « nouvelle vague » de protestation.